

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 21 mai 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Nous en avons parlé ici même la semaine dernière. Une attaque menée le 14 mai par les éléments d'un groupe armé contre une position des Forces armées centrafricaines à Ouadda dans la préfecture de la Haute-Kotto, avait été repoussée rapidement grâce au soutien des Casques bleus de la MINUSCA déployés sur place. A la suite de cet incident, la Mission a poursuivi ses patrouilles dans la ville et le long de l'axe Ouanda-Djallé. Elle a également renforcé sa présence sur le terrain en déployant des Casques bleus supplémentaires ainsi que du matériel additionnel.

Trois jours plus tard, samedi dernier, une délégation conjointe de la MINUSCA et des autorités centrafricaines s'est rendue à Ouadda pour rencontrer la population locale. Lors de cette visite, le Gouverneur de la région de Fertit a tenu une réunion publique au cours de laquelle il a exprimé sa gratitude à la Force de la MINUSCA pour son intervention rapide ; il a aussi rassuré la population du soutien du Gouvernement.

Un soutien également exprimé par le Chef de bureau par intérim de la MINUSCA à Bria, qui a réaffirmé l'engagement de la Mission à protéger les civils, tout en soulignant l'importance pour les communautés de partager le plus rapidement possible l'information afin de renforcer leur sécurité.

Direction maintenant la préfecture de de l'Ouham-Fafa et plus précisément la commune de Bédé dans la zone de Kamba-Kota où une autre délégation conjointe réunissant la MINUSCA, les autorités locales et les agences humanitaires s'est rendue en mission la semaine dernière. Une visite historique puisqu'il s'agissait d'une première en dix ans dans cette région où l'accès par la route reste particulièrement difficile.

L'objectif de la visite était d'évaluer la situation sécuritaire et humanitaire de cette localité isolée, confrontée à la présence persistante de groupes armés et à l'absence des Forces de défense et de sécurité nationales. Les échanges entre la délégation et la population ont porté sur l'insécurité, les violences basées sur le genre, et l'urgence de redéployer des éléments FACA et de la gendarmerie.

Les discussions ont également mis en lumière une situation humanitaire critique, aggravée par le manque d'infrastructures de base, l'accès limité à l'eau potable, les conditions précaires dans les écoles, et l'insuffisance des services de santé. La MINUSCA a réaffirmé son engagement à renforcer la protection des civils et à appuyer les autorités dans le rétablissement de l'autorité de l'État. Selon le Maire, la population totale de la commune de Bédé est estimée à 48 865 habitants.

Une personne suspectée d'avoir participé à l'attaque par des groupes armés d'une patrouille de la MINUSCA le 28 mars dernier à Tabane dans la préfecture du Haut-Mbomou et d'avoir tué notre soldat de la paix kenyan a été arrêtée et transférée à la justice ici à Bangui la semaine dernière. La MINUSCA appelle les autorités centrafricaines à poursuivre leurs efforts pour identifier les auteurs de ces actes ignobles afin qu'ils puissent être rapidement traduits devant la justice. Vous le savez, les attaques contre les Casques bleus des Nations Unies peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international.

Alors que nous marquons cette année le 25e anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, je souhaiterais partager avec vous un exemple inspirant qui nous vient de Gozolo, un village situé à une vingtaine de kilomètres de Berberati dans la préfecture de Mambéré-Kadéï.

Le 16 mai dernier, une équipe de la MINUSCA s'est rendue sur place pour échanger avec une dizaine de femmes sur leur rôle dans la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs — un problème récurrent dans le village, notamment en raison du non-respect des limites de terres et d'un déficit de dialogue entre les parties prenantes. Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur l'importance du leadership féminin pour contribuer à une transhumance apaisée. Les participantes ont exprimé leur volonté de jouer un rôle actif dans la recherche de solutions durables pour leur village. De son côté, la MINUSCA s'est engagée à poursuivre ses échanges avec les directeurs régionaux de l'élevage et de l'agriculture pour faire avancer le travail de délimitation des espaces.

Pour rappel, la résolution 1325 promeut la participation pleine, égale et effective des femmes dans les efforts de prévention des conflits, de rétablissement de la paix et de consolidation de la paix. C'est exactement ce que nous faisons ici, en République centrafricaine. La MINUSCA encourage la participation des femmes dans tous les domaines qu'il s'agisse de la mise en œuvre du processus de paix ou du processus électoral à travers des actions de sensibilisation et des conseils concrets pour garantir que les voix des femmes soient entendues et prises en compte.

Pour finir et, comme promis, je reviens sur la douloureuse question du manque de cimetières à Bangui soulevée la semaine dernière par Radio Ndeke Luka. La MINUSCA continue de suivre ce dossier de près en multipliant les démarches et les initiatives afin d'identifier de nouveaux sites.

Hier, nous avons rencontré le Gouverneur qui nous a indiqué que trois sites avaient été retenus et qu'il avait instruit le sous-préfet d'organiser une réunion avec nos équipes pour faire avancer le processus. Par ailleurs, il est prévu, en concertation avec le Ministère de l'Administration du Territoire, d'organiser prochainement une Journée de réflexion et d'appui aux initiatives locales de relance du projet de création du cimetière de Louga à Sakai dans Bimbo. Vous le voyez, la MINUSCA reste pleinement mobilisée pour accompagner les autorités centrafricaines afin de résoudre cette situation.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Nourra Oualot)

- J'ai deux préoccupations, ça concerne la ville de Ouadda, c'est de savoir la situation actuelle après l'incident de la semaine dernière ?
- Quelle est la réaction de la MINUSCA à l'endroit de la population de cette ville en termes de partage d'informations concernant des dispositions prises par la Force pour assurer la protection de cette population en cas de menaces ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Je crois en avoir parlé lors de mon propos liminaire, la situation à Ouadda après l'attaque qui est intervenue il y a exactement une semaine, attaque qui a été repoussée grâce au soutien décisif des Casques bleus de la MINUSCA, la situation, au moment où on se parle, a été stabilisée. La Mission, d'un point de vue de sa Force, a renforcé sa présence dans la région en déployant de nouveaux Casques Bleus, en déployant également des équipements additionnels, des véhicules blindés additionnels. Elle effectue des patrouilles à la fois dans la ville, mais aussi le long de l'axe Ouadda-Djallé.

Et en parallèle, une délégation mixte composée de la MINUSCA, mais aussi des autorités de la région, puisque le Gouverneur était présent, s'est rendue samedi dernier sur place pour pouvoir rencontrer la population et pour pouvoir assurer la population du soutien à la fois du Gouvernement centrafricain et de la MINUSCA pour la protection des civils. Et effectivement, l'un des messages qui a été transmis par le représentant de la MINUSCA, l'un des messages transmis aux populations civiles était de les inciter à faire remonter l'information comme nous le faisons grâce à nos mécanismes d'alerte précoce où nous avons des personnes sur le terrain qui, lorsqu'elles

constatent une détérioration de la situation sécuritaire, informent, le réseau est très bien organisé, donc elles savent à qui s'adresser et grâce à la mise en place d'un tel partage d'informations, des situations de crise peuvent être évitées. C'était le message que la MINUSCA a transmis à cette occasion, un appel aux populations civiles : « Nous sommes là pour vous protéger, mais aidez-nous à vous protéger ». Voilà ce que je pouvais dire par rapport à la situation à Ouadda. Je vous remercie.

Questions des journalistes

Radio Voix des Femmes (Louisa Solobangué)

- Bonjour à tous. J'ai une petite question sur l'assassinat de l'ancien sous-préfet de Djema dans le Haut Mbomou, est-ce que cela ne soulève-t-il pas la problématique de la situation sécuritaire dans l'arrière-pays ? Je vous remercie.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie pour votre question. Comme vous, nous avons appris que l'ancien sous-préfet avait été enlevé et qu'ensuite son corps avait été retrouvé. Et bien sûr, nous ne pouvons que condamner tout acte de violence. La situation aujourd'hui dans le Haut-Mbomou, d'après les informations qui m'ont été transmises par nos collègues sur le terrain, s'améliore, mais reste volatile en raison de la présence de groupes armés et aussi de la persistance de tensions intercommunautaires.

Donc, la MINUSCA, conformément à son mandat, poursuit sa mission de protection des civils et aussi de soutien au déploiement des Forces armées centrafricaines. Au total, ce sont plus de 200 militaires FACA supplémentaires, 203 pour être complètement exacte, qui ont été déployés ces dernières semaines sur des vols de la MINUSCA à Obo, Zemio, Mboki et ses environs pour renforcer la présence des FACA dans la région. La MINUSCA, de son côté, comme je l'ai dit, continue à être présente sur le terrain et intensifie également ses activités. Plus de 200 patrouilles ont été menées dans l'ensemble du Haut-Mbomou par les Casques bleus de la MINUSCA lors de la semaine écoulée. Donc, voilà la réponse que je pouvais vous apporter, à la fois par rapport à l'assassinat de l'ancien sous-préfet, mais aussi par rapport à la situation sécuritaire actuelle dans le Haut-Mbomou et les activités de la MINUSCA afin d'y répondre.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Narcisse Yafoulela)

- Depuis tout ce qui se passe dans le Haut-Mbomou jusqu'à l'heure actuelle, quels sont les cas de violations des droits de l'homme que la MINUSCA a pu enregistrer jusqu'à l'heure actuelle ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous savez, les informations sur les violations des droits de l'homme nous arrivent toujours avec un petit décalage. Et d'ailleurs, je peux vous annoncer que dans une de nos prochaines conférences, nous aurons la directrice des droits de l'homme de la MINUSCA qui va venir vous faire une présentation un petit peu globale de la situation actuelle des droits de l'homme dans le pays.

Donc, concernant le Haut-Mbomou, par rapport aux événements de ces dernières semaines, nos équipes sont encore en train de rencontrer les personnes, de recouper les informations et ce sont des informations que nous pourrions partager avec vous le mois prochain. Vu la méthodologie très stricte qu'appliquent nos collègues des droits de l'homme, qui est de recouper les informations, il y a toujours un décalage entre le moment où les faits se passent, où ils sont observés, où ils sont rapportés et le moment où nous pouvons les rendre publics.

Questions des journalistes

Afrique en Plus (Bélisaire Dorval Sahoul)

- J'ai une petite préoccupation concernant la situation à Zemio où un leader des AAKG a manifesté sa volonté de vouloir saisir la MINUSCA pour une médiation entre le Gouvernement et les AAKG en vue du désarmement de ses soldats. Est-ce que la MINUSCA serait prête à accompagner cette mission, si elle venait à être sollicitée ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous le savez, le mandat de la MINUSCA est clair. Il s'agit de protéger les civils, mais aussi de soutenir la mise en œuvre du processus de paix et de soutenir toute initiative pouvant conduire au rétablissement de relations apaisées entre toutes les communautés, cela par ce qu'on appelle les bons offices, qui peuvent intervenir à la fois au niveau politique mais aussi dans le cadre d'hostilités entre plusieurs communautés. Donc, je ne peux pas vous répondre précisément par rapport à cette demande, mais il va de soi que notre mandat prévoit ce genre de situation et que c'est une des raisons d'être de la présence de la MINUSCA dans ce pays.

Questions des journalistes

Radio Centrafrique (Virginie Deborah Balezou Gloum)

- Concernant la Mambéré Kadéï, quelle stratégie ou politique la MINUSCA a mis en place pour le rôle de la femme dans les conflits ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Nous avons un mandat qui est un mandat national qui couvre l'ensemble de la République centrafricaine, donc nous n'avons pas de stratégie particulière pour l'une ou l'autre région. Et le rôle des femmes dans les conflits, et d'ailleurs c'est rappelé dans la résolution [2759] qui guide notre travail, est celui d'appliquer et de mettre en œuvre chaque fois que cela est possible, la résolution 1325, dont je vous ai parlé dans mon propos liminaire, sur femmes, paix et sécurité, qui encourage donc toutes les parties prenantes à accroître le nombre des femmes dans les processus de paix, que ce soit en amont pour la prévention, mais que ce soit aussi pour l'application des processus de paix. Les observations de ces dernières années ont montré que chaque fois que les femmes avaient un rôle vraiment clé est déterminant pour la résolution des conflits. C'est approche qui est une approche nationale et que nous ne cesserons jamais de promouvoir.

Questions des journalistes

Centrafric Matin (Dénis Lougoussou-Ngouvenda)

- Je vais aborder toujours sur la situation qui prévaut dans le Haut-Mbomou. Après les affrontements qui ont opposé les anciens miliciens Azandé Ani Kpi Gbé aux FACA et leurs alliés russes, des armes ont été saisies. Nos informations nous laissent entendre que ces armes qui ont été récupérées appartenaient aux Casques bleus de la MINUSCA. Est-ce que vous confirmez cette information ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je ne confirme pas cette information, mais je vous renvoie à l'information que je vous ai donnée dans mon propos liminaire, qui est celle que dans le cadre de l'enquête sur la mort de notre Casque bleu, dans l'embuscade du 28 mars dernier, dans le cadre de cette enquête, une personne appartenant à un groupe armé a été appréhendée et transférée ici à Bangui. Cette personne est maintenant entre les mains de la justice et la justice centrafricaine est en train de faire son travail par rapport à ce cas. Voilà ce que je pouvais vous dire par rapport à votre question.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Bolyice Massambaye Michael Ange)

- Dans vos propos liminaires tout à l'heure, vous avez parlé de la création de cimetières, le projet qui vous lie avec la mairie de Bangui. Est-ce qu'on peut avoir une date exacte du début des travaux ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je pense que vous êtes en train de sauter des étapes. Suite à la question qui a été posée la semaine dernière, c'était une opportunité pour nos équipes de se rapprocher de toutes les parties prenantes, comme je l'ai dit, dans cette douloureuse histoire du manque de cimetières à Bangui.

Premièrement, hier, le leadership de la Mission a rencontré le Gouverneur ici à Bangui, qui a indiqué que trois sites avaient été identifiés et retenus. Mais maintenant, on en est au stade de l'identification. Il a demandé au sous-préfet d'organiser une réunion avec nos équipes pour faire avancer le processus. Ça, c'est une première chose. Et il est prévu également, autre initiative pour faire avancer ce dossier, il est prévu que prochainement soit organisée une journée de réflexion et d'appui aux initiatives locales de relance du projet de la création du cimetière de Louga à Sakai dans Bimbo, et tout cela avec le Ministère de l'administration du territoire. Nous restons saisis du dossier et, évidemment, nous intervenons en soutien. Ce sont ici les autorités de Bangui, au niveau du Gouverneur, au niveau local, mais aussi avec le Ministère qui ont la main sur ce dossier. Nous sommes prêts, comme nous l'avons fait depuis de nombreuses années déjà, à apporter tout le soutien nécessaire. Voilà ce que je pouvais vous dire, mais on en est vraiment au stade encore d'identification et de discussions.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Narcisse Yafoulela)

- Je voudrais juste revenir encore par rapport à la situation dans le Haut-Mbomou. Nous avons reçu une information hier selon laquelle le major du Centre de santé de Zemio a subi une tentative d'enlèvement par les gendarmes centrafricains. Est-ce que la MINUSCA peut nous confirmer ou infirmer, ou bien elle est au courant de cette information ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

En tout cas, cette information n'a pas été portée à ma connaissance au moment où je vous parle.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.